



Halte à la répression ! Libération de tous les détenus politiques au Maroc !

vendredi 13 juillet 2007, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 12 juillet 2007).

L'INSAD (Instance nationale de solidarité avec les détenus d'opinion) est un cadre unitaire de la gauche sociale et politique contre la vague de répression qui s'est manifesté récemment au Maroc. Elle impulse, entre autres initiatives, une campagne militante pour récolter un million de signatures exigeant la libération des militants arrêtés et condamnés. Elle a fait appel lors d'une conférence de presse à une solidarité internationale active et prolongée, sous toutes ses formes. Un appel à la solidarité international auquel ESSF souhaite s'associer pleinement.

Le 1^{er} mai, des manifestants, notamment à Agadir et ksar el kebir, ont été arrêtés, torturés, inculpés et condamnés à de lourdes peines de prison ferme (deux et trois ans) pour avoir scandé des slogans « *portant atteinte aux valeurs sacrées du Royaume* », ce qui constitue une violation patente du droit à la liberté d'opinion et d'expression.

A Beni Mellal des manifestants ont été arrêtés suite à un rassemblement pacifique de solidarité avec les condamnés du 1^{er} mai et inculpés pour les mêmes délits qu'eux. Si certains ont été acquittés, d'autres ont écopés de peines avec sursis, de lourdes amendes ou des peines fermes. C'est le cas de Bougrine, militant fondateur de l'AMDH, âgé de 72 ans. Il a déjà passé 18 ans dans les geôles de Hassan II et de son père Mohammed V, tout un symbole de la continuité de la répression qui s'est exercée sous le « règne des trois rois » depuis l'indépendance en 1956.

A Rabat, l'instance nationale pour la solidarité avec les détenus du premier mai 2007 (INSAD), regroupant plusieurs associations, syndicats et organisations démocratiques a appelé à un rassemblement de solidarité. Les forces de l'ordre ont chargé sans sommation les manifestants avec une violence inouïe. La solidarité est devenue un délit. Battues piétinées, près d'une trentaine de personnes ont dû être hospitalisées dont la nouvelle présidente de l'Association marocaine des Droits Humains (AMDH) : Khadija Ryadi. Cette intervention policière a été menée par le général Laanigri l'un des principaux commanditaires des violations des droits de l'homme, de la torture érigée en système et des disparitions sous le règne de Hassan II, toujours en exercice de ses fonctions.

Cette escalade de la répression dément le discours officiel de la construction d'un état droit ou d'avancées démocratiques. En remettant en selle la condamnation pour atteinte aux valeurs sacrées, elle rappelle les jugements expéditifs des fameuses « années de plomb ». Elle vise à décourager le

combat des forces démocratiques, des mouvements sociaux et des citoyens pour une pleine liberté d'expression et de défense de leurs droits sociaux et démocratiques. L'AMDH « rappelle que la répression s'abat sur les chômeurs, les travailleurs, les fonctionnaires, les handicapés et les défenseurs des droits humains au moment où les personnes qui pillent les biens publics, qui commettent des crimes politiques et économiques jouissent de l'impunité »

C'est le combat pour un Maroc démocratique fondé sur la justice sociale qui est visé. Nous ne l'accepterons pas et apportons toute notre solidarité aux mouvements de résistances, démocratiques et sociaux. A ce titre, nous exigeons la libération sans conditions de tous les prisonniers d'opinion, l'annulation de leurs jugements, l'arrêt de la répression du pouvoir au Maroc

PETITION

Pour la libération des détenus d'opinion au MAROC !

Pour l'arrêt de la répression des résistances sociales et démocratiques !

Nous apportons notre soutien aux militants et adhérents de mouvements sociaux, syndicaux et démocratiques arrêtés et inculpés pour « *atteinte aux valeurs sacrées du Royaume* » suite aux manifestations du 1^{er} mai ou pour avoir simplement manifesté leur solidarité. Nous exigeons leur libération immédiate et inconditionnelle, l'annulation de leurs jugements et des poursuites ainsi que le respect intégral du droit d'expression, d'organisation et de manifestation. Notre solidarité va à ceux qui luttent pour un Maroc démocratique et de la justice sociale et exigeons l'arrêt de toute répression.

NOM/PRENOM :

PROFESSION

ENGAGEMENT ASSOCIATIF/POLITIQUE/SYNDICAL :

PAYS :

Envoyer vos signatures pour signer cet appel à :

insadmai gmail.com

Vous pouvez aussi envoyer aussi des fax aux autorités marocaines :

Destinataire :

Premier Ministre : FAX : 00 212 37 768 656

Ministre de l'Intérieur : FAX : 00 212 37 762 056

Ministre de la Justice : FAX : 00 212 37 765 257 (email : Alaoui justice.gov.ma)

N'oubliez pas d'envoyer une copie des fax à :
insadmai gmail.com

Voir en ligne : <http://www.insad-1mai.blogspot.com/>

P.-S.

* Pour consulter le blog de l'Insad en défense des détenus du 1^{er} Mai :
<http://www.insad-1mai.blogspot.com/>

Cliquez : <http://www.insad-1mai.blogspot.com/>